

# A la centrale de Brennilis, un démantèlement sans fin

LE MONDE | 31.03.2011 à 13h45 • Mis à jour le 09.10.2012 à 17h35

Par Vincent Durupt

La centrale nucléaire de Brennilis, dans les monts d'Arrée (Finistère), à l'arrêt depuis 1985, reste inscrite dans le paysage. Le bloc réacteur, un gros cylindre en béton de 56 m de haut, accroche le regard. Une proximité qui ne gêne pas les clients du Yeun, restaurant installé dans l'ancienne infirmerie du site.

En 1966, il s'agissait d'inaugurer un prototype de réacteur modéré à l'eau lourde de 70 mégawatts (MW), une filière qui s'est révélée non rentable. La centrale a employé de 200 à 250 personnes. Elles sont une quarantaine aujourd'hui, moitié EDF, moitié prestataires. Il n'y a plus de combustible, mais le démantèlement, interrompu il y a près de quatre ans, n'a été réalisé qu'à 50 %.

En juin 2007, le Conseil d'Etat, saisi par le réseau Sortir du nucléaire, a en effet annulé le décret de démantèlement complet pour insuffisance d'information de la population, au vu de la réglementation européenne. A l'issue d'une enquête publique, en mars 2010, les commissaires enquêteurs ont unanimement refusé à EDF un démantèlement complet.

Un décret est toutefois attendu cet été, pour reprendre un démantèlement partiel. Ce qui n'émeut pas Joël Baladine, patron de l'épicerie-bar Le Charlegan, à Brennilis - 467 habitants. *"Je ne vois pas quelle raison il y aurait d'avoir peur"*, estime cet ancien marin, qui était à Mururoa en 1978. *"La centrale, on vit avec, et les gens ne meurent pas plus vite ici qu'ailleurs"*, commente Jean-Michel Jourdain, croisé au bourg.

Dans son bureau, le maire, Jean-Victor Gruat, juge que *"les éléments réellement dangereux ont été évacués il y a une quinzaine d'années"*. Candidat Front de gauche aux élections cantonales, l'ancien fonctionnaire à l'international a obtenu, à Brennilis, 49 % des voix, le candidat Europe Ecologie-Les Verts, 4 %. L'existence de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) le rassure : *"C'est un chien de garde qui tape sur les doigts avec davantage de pouvoir"*

*qu'au Japon."*

A quelques kilomètres de là, à Berrien, Marc Ledret tient le café-librairie L'Autre Rive : *"Il y a de l'inquiétude, mais on ne vous le dira pas. Les centrales, c'est l'anesthésie sociale, du boulot à la clé, de l'argent qui arrive, et ceux qui disent "danger" des rigolos. Et la grande escroquerie d'EDF est de faire croire qu'elle maîtrise la technologie."*

Les opposants à la centrale ne se privent pas de rappeler des dysfonctionnements relevés par l'ASN lors d'inspections : signes de corrosion externe *"prononcée"* sur des fûts de déchets radioactifs, *"forte sous-évaluation"* de l'activité radiologique de déchets contenant du tritium. En 2006, la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad) a relevé la présence sur des mousses aquatiques de césium 137 et de cobalt 60. Deux à cinq incidents annuels sont comptabilisés à la centrale. *"De niveau 0 ou 1 sur une échelle qui va jusqu'à 7"*, indique Eric Zelnio, chargé de Brennilis au bureau de l'ASN à Caen (Calvados).

La commission locale d'information (CLI) ne satisfait pas les associations environnementales mais Sortir du nucléaire a été la seule à s'en retirer. *"On s'aperçoit que le nucléaire et la démocratie ne vont pas ensemble, la majorité socialiste est aussi en grande majorité pro-nucléaire"*, juge Chantal Cuisnier, de Sortir du nucléaire Cornouaille. *"Ce n'est pas le rôle de la CLI de dire "vive" ou "à bas" le nucléaire*, estime, pour sa part, Pierre Maille, président de la commission, également président PS du conseil général. *J'ai l'impression que, pour certains, accepter le principe d'un démantèlement qui puisse arriver à terme serait comme accepter le nucléaire."*

Côté transparence, *"avec EDF c'est toujours le chat et la souris"*, estime M<sup>me</sup> Cuisnier. *"L'entreprise a beaucoup de progrès à faire mais si on l'interpelle, elle répond"*, considère M. Maille. Pour l'instant, le seul chiffre sur le coût de démantèlement de la centrale est celui cité par la Cour des comptes, en 2005, soit 482 millions d'euros.

Le prochain décret comprendra le démantèlement du circuit des échangeurs. Sortir du nucléaire juge que ces derniers n'ont pas à y figurer, car ils relèvent, à ses yeux, d'une autre classification de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et n'exclut pas un recours en justice. *"Ces échangeurs*

*figurent bien dans les préconisations de l'enquête publique",* affirme, de son côté, M. Zelnio. Pour le démantèlement du bloc réacteur, avec des moyens téléopérés, sujet sensible pour la sécurité des travailleurs, une autre enquête publique sera nécessaire.

*"Nous sommes favorables à la reprise du démantèlement mais avec un recours minimal à la sous-traitance",* prévient Olivier Deplace , délégué CFDT du personnel sur le site. *"Nous souhaitons démanteler sans attendre mais sans précipitation",* déclare Jean-Christophe Couty, directeur de la centrale. EDF compte déposer un dossier pour le bloc réacteur fin 2011. *"Aujourd'hui, l'espoir est de terminer le chantier en 2020-2025."* Le "retour à l'herbe", étape ultime, n'est pas pour tout de suite...

Vincent Durupt

---

## Débat sur le nucléaire